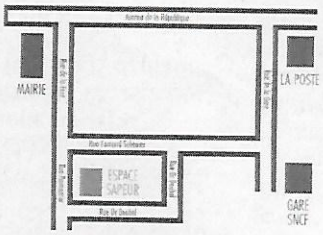
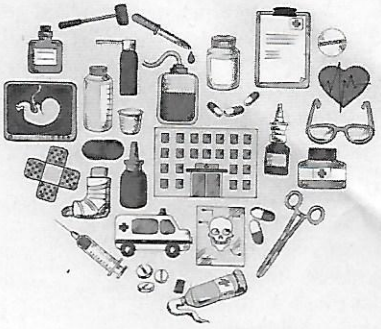
L'ensemble de la Rencontre se déroulera à
L'ESPACE DU SAPEUR



Pour tout renseignement complémentaire
09 67 04 55 15 en priorité
06 63 82 28 24
Courriel :
cn.sec@orange.fr ou comvig70@gmail.com
www.coordination-nationale.org

Cette Rencontre a déjà reçu le soutien
REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE · haute saône LE DÉPARTEMENT · LURE · CHAMPAGNEY

COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité



29e Rencontre nationale
Les 8, 9 et 10 juin 2018
LURE
(Haute-Saône)

Michel Antony

Actif depuis 1981, association depuis 2003, le **CV-Comité de Vigilance pour le maintien des services publics de proximité** (Lure-Luxeuil puis tout le 70) contribue aux mobilisations convergentes pour un aménagement solidaire et égalitaire du territoire. Il permet à des élus, usagers, personnels, syndicalistes… d'agir ensemble pour notre bien commun. Nous sommes reconnus dans notre secteur, à la fois pour notre veille permanente, pour nos propositions, et pour quelques succès auxquels nous avons largement contribués : lignes ferroviaires Paris-Bâle et Belfort Épinal, maison d'arrêt de Lure, maintien de services éducatifs, sociaux, de trésorerie (Champagney…) ou sanitaires (Urgences ou SMUR), rayonnement de la Mission locale Lure-Luxeuil-Champagney…

Au plan national, le CV est cofondateur de la **CN-Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de proximité** (http://www.coordination-nationale.org/) dont le siège est à Lure car nous avons assumé la présidence sur une longue période. Il est cofondateur de la **Convergence des Collectifs de défense et de promotion des services publics** (https://www.facebook.com/ConvergenceSP/), et a été actif dans les deux rencontres nationales de Guéret (2005 et 2015).

Mais les menaces s'accumulent sur nos services publics : rapports sur le ferroviaire, difficultés de fonctionnement de la ligne Mulhouse-Paris, guichets mis à mal, remise en cause des sous-préfectures (Lure) et des petits tribunaux restants, regroupements de classe et risques de fermetures de collège (ici nous sommes contre les décisions du CD 70). Nous dénonçons la confusion accélérée entre service public et service au public (avec privatisation prévisible) qui risque de remettre en cause les obligations de continuité du service et les statuts des personnel. Nous nous opposons au tout informatique, réaffirmant toujours que le contact humain doit être préservé. Oui aux nouvelles technologies et aux bornes interactives, mais comme complément, pas en remplacement.

Actuellement la région Bourgogne Franche-Comté et ses marges (Vosges, Alsace, Haute-Marne pour nous) sont confrontés à une attaque en règle contre les sites hospitaliers de proximité, notamment pour les services proches des gens que sont les maternités (Cosne-sur-Loire, Remiremont), les urgences (Tonnerre, Clamecy, Gray). Saint-Claude, Champagnole, Chalon, Montceau, Châtillon-sur-Seine, Montbard, Decize… souffrent tout autant que les grandes structures : Dijon et Besançon sont sous pression, le regroupement Belfort-Montbéliard se fait au détriment des personnels… De belles mobilisations sont en cours comme à Clamecy (une quarantaine d'élus rendent leurs écharpes), Saint-Claude ou Gray (le Comité de surveillance refuse de valider les choix de la direction), ou Remiremont dont la maternité de qualité (préservée ?) concerne bien des haut-saônoises. Le CV, et au nom de la CN et de la Convergence, intervient en soutien (appuis logistiques, conseils, conférences-débat, manifestations…) et se déplace beaucoup. Il a organisé à Arc-les-Gray le 21 mars avec le Collectif graylois une rencontre régionale des comités et contacts de la CN dans notre région pour renforcer nos mobilisations locales et contrer plus globalement l'ARS.

À Lure les 9-10 juin 2018 le **CV organise pour la CN la 29e rencontre nationale des collectifs**. Les débats publics (venez nombreux) tout le samedi 9 juin vont porter sur deux des drames majeurs de la santé de proximité dans nos régions : la crise de la démographie médicale et la raréfaction des services hospitaliers notamment des urgences. Nous nous positionnons pour la fin du numérus clausus et pour une répartition des médecins sur tout le territoire (service civil de 3 à 5 ans en opposition à une liberté d'installation, cause principale de la désertification). Nous exigeons le maintien des services sanitaires de base dans toutes les structures de proximité (maternités, urgences, cardiologie…) au nom de la sécurité et d'une santé plus humaine et plus rationnelle (moins de transferts, de coût, de temps perdu en déplacements) car plus proche des gens. Enfin pour illustrer au mieux notre positionnement sur service public ou service au public, nous préférons les centres de santé (structures publiques) aux maisons de santé (structures privées), car les centres embauchent des salariés, pratiquent le tiers payant, ne doivent pas faire de bénéfices privatifs et surtout incluent les usagers dans leur gestion. Pour appuyer nos analyses et éventuellement les valider, nous menons une enquête auprès des populations locales, et nous avons choisi une petite ville (Lure) et une Communauté de Communes (les Mille étangs) comme secteurs-tests.

Amitiés Solidaires. 07/03/2018. Michel ANTONY (CV, CN, Convergence). michel.antony@wanadoo.fr